

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie  
= Swiss journal of sociology

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

**Band:** 4 (1978)

**Heft:** 3

  

**Artikel:** Entre jeunes et adultes : de la difference au conflit

**Autor:** Perrenoud, Philippe

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-814295>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## ENTRE JEUNES ET ADULTES: DE LA DIFFERENCE AU CONFLIT

---

Philippe Perrenoud

### RESUME

Aux yeux de nombre d'adultes, l'intégration sociale des jeunes est problématique. On s'efforcera ici de situer cette représentation dans l'ensemble des discours sociaux relatifs à la jeunesse, de la rapporter aux indicateurs "objectifs" de déviance juvénile ou de crise d'intégration, enfin d'expliquer la contradiction, en montrant notamment que l'inquiétude diffuse des parents ou des éducateurs se nourrit rarement de déviances graves - drogue, délinquance - mais surtout de difficultés quotidiennes dans le contrôle social des jeunes, de la tension entre l'immaturité présumée de la jeunesse et son aspiration à l'autonomie.

### ZUSAMMENFASSUNG

In den Augen vieler Erwachsener ist die soziale Integration der Jugendlichen problematisch. Es wird hier versucht, diese Vorstellung in die Gesamtheit der die Jugend betreffenden sozialen Diskurse zu stellen, ihr Verhältnis zu den "objektiven" Indikatoren der jugendlichen Devianz oder der Integrationskrise zu untersuchen und zuletzt den Widerspruch zu erklären, der sich dabei ergibt. Die diffuse Angst der Eltern oder Erzieher entsteht in Wirklichkeit selten infolge von schweren Devianzfällen - Droge, Delinquenz -, sondern vor allem durch die täglichen Schwierigkeiten in der sozialen Kontrolle der Jugendlichen, durch die Spannung zwischen der vermuteten Unreife der Jugend und ihrem Wunsch nach Autonomie.

\*

\*

\*

### AVANT-PROPOS

L'essai qui suit reprend le contenu d'une conférence donnée sous le même titre, à Neuchâtel, en avril 1978, dans le cadre du congrès suisse de sociologie. La conférence était destinée avant tout au public, et s'inscrivait dans une série de quatre exposés sur le thème du conflit et du consensus dans la société suisse.

Nombre des idées avancées ont été retravaillées ou développées au fil de l'écriture, mais j'ai tenté de conserver la liberté de langage que garantit l'expression orale. On ne trouvera donc pas ici des résultats de recherche dûment confirmés, ni même une rigoureuse construction de l'objet. Parler des rapports entre jeunes et adultes à l'échelle d'une société, c'est nécessairement avancer des généralisations ou des interprétations qu'aucune recherche ne vient fonder, et qui sont, au mieux, vraisemblables.

Cela dit, tout n'est pas pure spéculation dans les présents propos. Je dois nombre d'observations, d'interprétations, d'hypothèses plausibles aux travaux menés au sein du Service de la recherche sociologique, d'abord dans le cadre d'une recherche financée par le Fond National sur le thème "Jeunesse, socialisation et déviance" (projet no. 4.73.72), ensuite dans le cadre de la préparation d'un projet sur la prise en charge des jeunes par des professionnels et le développement des organisations spécialisées: Carlos Almeida, Claudio Besozzi, Dominique Felder, Reto Hadorn, Walo Hutmacher, Nelly Malherbe, Cléopâtre Montandon et Michel Vuille ont tous, au cours des années récentes, contribué à éclairer certaines facettes des rapports entre jeunes et adultes, dans la famille comme dans l'école, les centres de loisirs, les institutions. On trouvera dans leurs textes, publiés ou en préparation, maintes données de type historique ou anthropologique confirmant, prolongeant, étoffant les thèses défendues ici. Fruit d'un travail collectif dans leur substance, elles n'engagent cependant que moi dans leur forme **présente**.

---

## DIALOGUE

Avec ce que j'ai fait pour toi

Disait le père

Je sais, tu me l'as dit déjà

Disait l'enfant

Je suis là pour

Tourner autour

De cette terre

Tant que je suis vivant

Vivant, qui t'a donné la vie

Disait le père

Si c'est pour la passer ici

Disait l'enfant

Tu as perdu ton temps

Si les fumées

Des rues fermées

Te sont légères

Moi, j'ai besoin du vent

Et si tu venais à mourir

Disait le père

On est tous là pour en finir

Disait l'enfant

Je ne suis né

Que pour aller

Dessous la terre

Et l'oublier avant

Nous, on vivait pour quelque chose

Disait le père

Vous êtes morts pour pas grand'chose

Disait l'enfant

Si, pour garder

Les mains liées

Il faut la guerre

Moi, je m'en vais avant

Ce monde, je l'ai fait pour toi

Disait le père

Je sais, tu me l'as dit déjà

Disait l'enfant

Il est foutu

Et je n'ai plus

Qu'à le refaire

Un peu plus souriant

Pour tes petits enfants.

Maxime Le Forestier

La jeunesse conteste, sème le désordre dans les universités, ne joue pas le jeu politique. La jeunesse se drogue, fuit les responsabilités, refuse l'effort et le travail, se marginalise. La jeunesse est désenchantée, désorientée, désespérée. La jeunesse est égoïste, éprise de facilité et de confort. La jeunesse est déviante, délinquante, violente. La jeunesse est menacée par la crise et le chômage.

Mauvaise intégration des jeunes, crise des rapports entre générations : dans le discours dominant, la jeunesse est problématique, pour des raisons diverses et souvent contradictoires, mais qui risquent toutes aux yeux des adultes, de menacer la continuité de l'ordre social.

Les sciences humaines sont conviées avec insistance à participer à la recherche des causes et des remèdes. Au point qu'un des programmes nationaux de recherche porte sur l'intégration sociale des jeunes et vise à orienter la recherche fondamentale vers la découverte de meilleures stratégies de prévention et de réparation des déviations juvéniles.

Il me paraît important que la sociologie se dégage de cette demande sociale pour montrer :

- que la définition de la jeunesse comme groupe problématique, à prendre en charge et à intégrer socialement, n'est qu'une définition parmi d'autres, même si elle est dominante dans l'Etat et les institutions et même si elle est partagée par la majorité des adultes
- que cette définition dominante est l'expression d'une image de la jeunesse "inventée", avec l'idée d'enfance et d'adolescence, au cours des siècles derniers et qui fonde le pouvoir des adultes sur des jeunes jugés inachevés, immatures, irresponsables, vivant dans l'attente de devenir des adultes à part entière et censés s'y préparer à plein temps.
- que cette définition de la jeunesse est génératrice d'attentes normatives multiples, d'un contrôle social, d'une prise en charge éducative, d'une surveillance constante des jeunes
- que ces diverses composantes de l'image normative de la jeunesse l'enferment, au sens propre et au sens figuré, dans un réseau de lieux et d'institutions, de contraintes et d'interdits.

Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant qu'une partie des différences entre jeunes et adultes soient vécues par ces derniers comme des déviations juvéniles appelant le contrôle et la prise en charge. Ce qui débouche parfois sur un conflit ouvert, parfois sur l'exclusion, la rupture de la communication, l'enfermement, parfois sur le renoncement à l'autonomie ou à la différence, et sur l'intégration docile au monde adulte.

#### FORCE DE RUPTURE OU DE CONTINUITE ?

La jeunesse est, bien avant que le sociologue s'y intéresse, l'objet de discours globalisants, qui traitent "des jeunes" en général ou de la jeunesse comme classe d'âge ayant des caractéristiques propres. Plutôt que d'ajouter à ces discours, la sociologie peut les traiter comme des faits sociaux, des représentations largement répandues qui ne sont jamais le simple reflet d'une "réalité objective", mais des constructions idéologiques, toujours marquées par l'histoire et la position des individus ou des groupes dans les rapports sociaux. Les discours les plus accessibles sur la jeunesse sont le fait de la presse et des moyens de communication de masse, des responsables politiques, des porte-parole des parents, des éducateurs, des spécialistes de la prise en charge des jeunes : travailleurs sociaux, psychologues ou psychiatres, policiers et magistrats s'occupant de la délinquance des mineurs. Ces discours "autorisés" sur la jeunesse, comme ceux de l'homme de la rue, sont rarement séparables d'une image normative des jeunes. La tendance des adultes est de construire une image de la jeunesse essentiellement formulée en termes d'écart ou de conformité à la norme, à ce qu'elle devrait être.

Lorsqu'il s'agit de la jeunesse en général, autrement dit des générations qui sont en vue de l'âge adulte, l'image normative de la jeunesse ne consiste pas seulement en règles de conduite ou en manières d'être prescrites aux jeunes pris individuellement. Elle porte aussi sur la contribution globale des générations nouvelles à l'ordre ou au changement social, à la stabilité, au renouvellement des institutions, au maintien des intérêts acquis ou à la redistribution des chances et des ressources.

Je ne puis ici procéder à une analyse de contenu rigoureuse des discours sur la jeunesse. Non seulement ce travail n'a pas été fait pour la Suisse, ni à ma connaissance pour d'autres pays comparables. Mais encore, il présenterait d'immenses difficultés précisément du fait qu'une image normative de la jeunesse est rarement dissocia-

ble d'une attitude face à l'ordre social. Les attitudes face à l'ordre social actuel sont fort diverses, si l'on entre dans les nuances des idéologies et du discours politique. Par souci de simplicité et de brièveté, je m'en tiendrai à trois attitudes schématiques :

1. Pour ceux qui sont satisfaits de l'ordre social actuel en Suisse, et qui veulent simplement un progrès vers plus de confort, plus de sécurité, des revenus plus élevés, une meilleure formation pour leurs enfants, etc., il s'agit avant tout d'intégrer la jeunesse à l'ordre social, économique, politique existant, tout en mobilisant son dynamisme, son enthousiasme, sa générosité, ses idées, ses qualifications, son ardeur au travail. Il faut essentiellement assurer le progrès dans la continuité ce qui n'exclut pas le changement, mais dans le cadre des institutions et des rapports sociaux actuels. Il faut donc que les jeunes intériorisent les valeurs qui fondent ces institutions et ces rapports sociaux : travail, consommation privée, libre entreprise; démocratie semi-directe et participation politique au niveau communal, cantonal, fédéral; fédéralisme, concertation entre partenaires sociaux, gouvernement de coalition, neutralité, défense nationale, sérieux, moralité (cf. Boltanski, 1966). Il faut aussi que les jeunes acquièrent les qualifications requises pour exercer leur rôle productif ou civique. Donc qu'ils se plient aux disciplines qui assureront par la pratique et par l'inculcation explicite, la transmission des valeurs et des savoirs et savoir-faire.

Pour condenser cette image normative de la jeunesse, je parlerai de la jeunesse conçue comme force de continuité.

2. Pour ceux qui rejettent radicalement l'ordre social actuel en Suisse comme dans les sociétés industrielles (capitalistes ou non), la jeunesse représente un espoir; elle est la force qui peut rompre avec une société d'exploitation, de consommation, de croissance, de destruction de l'environnement, de gaspillage, de guerre froide ou chaude, de développement du nucléaire civil ou militaire, de bureaucratie, de privilèges et d'inégalités, de profit, d'aliénation, de dépersonnalisation des relations humaines, de gestion et d'informatique, etc.

La jeunesse apparaît porteuse d'un autre avenir, d'une autre sensibilité, d'une attention à l'écologie et à l'égalité; porteuse de pacifisme, de sens de la communauté et de la qualité de la vie, de sens du plaisir, de goût de la liberté, de tolérance.

Ce qu'on attend alors, c'est qu'elle garde intacts ses exigences morales, son désintéressement, son absence d'attaches et d'intérêts acquis, son idéalisme; c'est alors qu'elle sera force de changement, force de rupture.

3. Entre ces deux images normatives de la jeunesse, expressions respectives de deux attitudes face à l'ordre social, on trouve de multiples images intermédiaires, expressions d'idéologies réformistes modérées. On attendra alors des jeunes une contestation constructive, une participation critique et novatrice aux institutions, à la vie politique et économique. Entre la rupture et la continuité, la jeunesse sera force de renouvellement.

Force de continuité, de renouvellement ou de rupture : ces trois images normatives de la jeunesse - de ce qu'elle devrait être - sont fortement simplifiées, elles ne rendent pas justice à la diversité des représentations. On notera surtout qu'elles sont le fait d'adultes qui à un titre ou à un autre se sentent appelés ou habilités à parler de la jeunesse en général, au titre de responsables politiques ou de professionnels de la jeunesse ou encore de porte-parole d'associations ou de mouvements sociaux. Les adultes qui n'ont pas la charge de produire un discours sur la jeunesse en général peuvent néanmoins se rallier à l'une ou l'autre des images normatives qui ont cours dans notre société.

Pris individuellement, les jeunes peuvent également se rallier à telle ou telle image normative véhiculée par les adultes. Ils peuvent aussi s'en désintéresser, refuser aux adultes le droit de dire ce que la jeunesse devrait être. Certains jeunes refuseront aux jeunes eux-mêmes le droit de parler pour toute la jeunesse. D'autres s'en feront les porte-parole. L'important est de constater que dans le discours public sur la jeunesse, la part des jeunes eux-mêmes est très marginale, tant par son volume que par son audience.

De toute manière, seuls les adultes participant de près à la gestion de la collectivité se sentiront le droit et auront le pouvoir de fonder sur une image normative de la jeunesse leur action politique, autrement dit de peser sur le statut des jeunes, (droit de vote, traitement en droit civil ou pénal), sur la politique de la jeunesse, de l'éducation, de l'emploi. D'une certaine façon, le discours globalisant sur la jeunesse n'a de sens qu'à l'échelle du système politique géré par les adultes et où s'affrontent, à travers partis et organisations, les intérêts et les

idéologies des divers groupes sociaux. Les attitudes relatives à l'ordre social qui ont été évoquées ne recourent pas toujours les divisions entre partis. Mais elles correspondent à des attitudes politiques générales. C'est pourquoi, d'ailleurs, il faut s'attendre, dans un pays où les partisans de l'ordre actuel (plus ou moins aménagé) sont largement majoritaires, où le rejet radical de l'ordre social est le fait d'une minorité, à une distribution très asymétrique des images normatives de la jeunesse : force de continuité ou de renouvellement intégrée dans le cadre des institutions pour la majorité des adultes, force de rupture pour une minorité, au demeurant composée principalement de jeunes adultes.

### IMAGES CONTRADICTOIRES

Les politiques ou les discours relatifs à la jeunesse ou dont la jeunesse est l'enjeu ne se fondent pas seulement sur une image normative, sur une représentation de ce que devrait être la jeunesse. Ils se fondent aussi sur une image de ce qu'elle est, de sa "réalité". J'ai cependant introduit d'abord l'idée d'image normative parce que très souvent la réalité de la jeunesse n'existe, pour les adultes, que par référence à l'image normative à laquelle ils adhèrent. La question n'est pas tant de savoir ce qu'est la jeunesse, mais si elle est ou n'est pas ce quelle devrait être.

C'est pourquoi la façon dont les adultes construisent la réalité de la jeunesse dépend de l'attente normative qu'ils formulent à son égard. Nous retrouvons les deux extrêmes : la jeunesse force de continuité ou force de rupture.

1. Si l'on attend de la jeunesse qu'elle reprenne et fasse fructifier l'héritage - au sens le plus large - on la jugera sur ses dispositions à cet égard. A l'intérieur de ce courant normatif, deux "diagnostics" contrastés s'affrontent :

- a. les uns vivent la jeunesse comme un problème : crise de l'intégration, de la transmission des valeurs, fuite des responsabilités, de l'effort; apathie, indifférence, égoïsme; jeunesse paumée, dépressive, suicidaire; jeunesse violente, rebelle, contestataire; jeunesse déviante, délinquante, droguée; marginalité et drop-out. Ou encore : crise de l'éducation et de l'emploi des jeunes. Crise des rapports entre générations.

La jeunesse refuse l'héritage ou n'est pas capable de l'assumer. Il faut de nouvelles politiques d'intégration.

- b. Les autres, sans nier la toxicomanie, la délinquance juvénile, les suicides d'adolescents, le chômage conjoncturel des jeunes, refusent de dramatiser, disent qu'il s'agit d'une minorité, mais que dans son ensemble, la jeunesse reste "saine", qu'elle a goût à la vie et au travail, etc. Il faut donc soigner, réprimer, prévenir, rééduquer ceux qui en ont besoin. Mais il est inutile de généraliser. Il faut faire la part de la déviance statutaire des jeunes - il faut bien que jeunesse se passe - et des déviances graves.

Au cours des dix à quinze dernières années, le diagnostic pessimiste paraît l'emporter sur l'optimisme, de très loin. Du moins au plan de la politique sociale ou du discours sur la politique sociale (Perrenoud, 1976).

- 2. Si l'on attend de la jeunesse qu'elle soit l'élément moteur du changement de société, on la jugera sous cet angle.

Ici également, deux diagnostics contrastés s'affrontent:

- a. Les optimistes voient dans la marginalité une forme nouvelle de rapport au travail, dans les communautés une forme nouvelle de sociabilité, dans la drogue une forme nouvelle d'expérience, dans la contestation l'annonce d'une société nouvelle comme en mai 1968. Alors que certaines formes de conduites juvéniles sont dans l'esprit des jeunes eux-mêmes ou dans celui des adultes "de gauche", annonciatrices d'une société nouvelle, il est difficile de donner la même interprétation à tous les comportements. C'est ainsi que les toxicomanes ou les marginaux non politisés embarrassent fortement les organisations d'extrême-gauche, sauf lorsqu'il s'agit de dénoncer la répression.
- b. Les pessimistes quant à eux peuvent être déçus :
  - soit parce que les conduites déviantes ne sont pas mobilisables dans le sens du changement, mais témoignent d'un "individualisme petit-bourgeois", d'un refus de la discipline et de l'organisation incompatibles avec le militantisme révolutionnaire ou écologique.
  - soit parce que dans leur ensemble, les jeunes apparaissent conformistes, aliénés comme leurs parents, piégés par le système, plus préoccupés d'y trouver une place confortable que de le changer.

Il est vraisemblable que la déception l'emporte aujourd'hui, tant les espoirs de Marcuse, de mai 1968 sont retombés, tant la jeunesse paraît désinvestir la politique, se détourner du système sans rêver de le changer, renvoyer dos à dos les idéologies et les partis de gauche ou de droite. La crise économique n'est sans doute pas étrangère à cette retombée. L'évolution de la toxicomanie - prolétarisation des consommateurs -, la fin des communautés semblent indiquer aux adultes qui rejettent l'ordre social que la jeunesse n'est pas la grande force révolutionnaire imaginée vers la fin des années 1960.

3. Dans toute hypothèse intermédiaire quant à l'image normative de la jeunesse, entre la continuité pure et simple et la rupture radicale, il existe aussi une grande diversité de diagnostics quant au degré de conformité des jeunes à ce qu'ils devraient être. Je ne puis que la suggérer.

On retiendra peut-être des hypothèses rapidement esquissées deux éléments essentiels :

- dans notre société, parmi les adultes, coexistent plusieurs images de la jeunesse, images diverses et contradictoires parce qu'elles se réfèrent à des représentations normatives opposées de l'ordre social et du rôle que la jeunesse devrait jouer dans sa persistance ou son bouleversement, diverses ou contradictoires à un autre niveau lorsque, se référant à une même image normative, elles divergent quant à l'optimisme ou au pessimisme du diagnostic. Les contradictions ne sont pas seulement doctrinales ou théoriques. Elles se manifestent dans le débat politique dont la jeunesse est l'enjeu à la fois :
  - a. parce qu'il s'agit de la mobiliser pour ou contre l'ordre social actuel, de l'intégrer à la vie économique et politique ou de la rallier à une opposition plus ou moins radicale.
  - b. parce que nombre de décisions politiques touchent essentiellement ou secondairement à la jeunesse : droits politiques, droit pénal (avortement, légalisation de certaines drogues), politique scolaire et universitaire, formation professionnelle et statut des apprentis, emploi, sports, culture et loisirs, service militaire ou civil, objection de conscience, etc.

Cette pluralité des images et des projets politiques relatifs à la jeunesse ne signifie pas que toutes ont le même poids : dans un pays où, à l'échelle communale, cantonale ou fédérale, gouvernent des majorités de centre-droit soutenues par de larges bases électorales, où le respect de l'ordre et de la tradition reste vivace, où l'opposition politique demeure mesurée dans sa critique comme dans son action, l'image normative qui prévaut est celle d'une jeunesse à intégrer à une société qui dans son ensemble donne satisfaction. A l'intérieur de cette image dominante intégratrice prédomine encore, en particulier dans les régions les plus urbaines et industrialisées, un diagnostic pessimiste, celui qui conduit au développement des services spécialisés de prise en charge, aux programmes de prévention et de recherche, aux mises en garde alarmistes à l'intention des parents, aux manchettes spectaculaires sur la drogue ou la délinquance juvéniles.

Face à cet ensemble de discours contradictoires, la sociologie de la jeunesse est nécessairement amenée à se demander où elle se situe, si elle doit et peut éviter de renforcer telle ou telle idéologie. Autant de sociologues, autant de réponses peut-être. Personnellement, je crois comme Touraine, que la sociologie doit "contribuer à ce que les membres d'une société s'y comportent le plus possible comme des acteurs et à ce que la société elle-même soit décapée de son ordre, de ses idéologies et de ses rhétoriques, pour apparaître comme un ensemble de systèmes d'action par lesquels, à travers tensions et conflits, un système social agit sur lui-même, sur son organisation et sur son changement" (Touraine, 1974).

Un tel programme ne conduit pas à ignorer, bien au contraire, la définition de la réalité que se donnent les acteurs. Mais la décrire ne mène pas à la rectifier au nom de l'objectivité scientifique, mais à comprendre pourquoi les adultes ont telle ou telle image des jeunes, quels intérêts et quelles idéologies servent ces images, quelles pratiques quotidiennes, quelles politiques elles fondent.

#### LA JEUNESSE PROBLEMATIQUE, IMAGE DOMINANTE

Toute société qui se conserve, qui se reproduit, intègre d'une façon ou d'une autre, les nouvelles générations, ce qui signifie qu'elle dispose de mécanismes de distribution des individus entre les divers rôles d'adultes, et de préparation de chacun à son rôle futur. Ces mécanismes varient bien entendu selon le type de société considéré, et l'adulte accompli, donc intégré, d'une société industrielle occi-

dentale de la fin du XXème siècle n'est pas l'adulte accompli d'une société sans écriture ou d'une société européenne du XIIIème siècle par exemple. Il existe d'ailleurs, selon le sexe, la classe sociale ou d'autres clivages, des modèles divers d'adultes. Mais, plus que ces différences triviales, ce qui frappe dans les sociétés industrielles, c'est que l'intégration de la jeunesse est devenue l'objet et l'enjeu d'une politique à l'échelle de la collectivité toute entière. Eduquer les enfants, leur trouver une place dans la société n'est plus seulement l'affaire de la famille, mais celle de l'Etat, de l'école, des institutions d'orientation et de formation professionnelles, des organisations économiques et syndicales, etc. L'intégration sociale des jeunes est une affaire de société, et dans la mesure où elle ne va plus de soi, un problème de société. C'est sans doute pourquoi on trouve dans notre société un discours globalisant sur la jeunesse (Perrenoud, 1976; Hadorn, 1978).

D'où vient cette préoccupation générale pour l'éducation et l'intégration des jeunes, pourquoi les parents, les éducateurs, les responsables politiques donnent-ils de façon croissante l'impression que leur tâche leur apparaît difficile, d'issue incertaine ?

Il faut sans doute d'abord se demander si cette inquiétude ne traduit pas une réelle crise de la transmission des valeurs, de l'intégration des jeunes, de la continuité des institutions. Si l'on considère la Suisse, le peu de données dont nous disposons suggère au contraire que dans leur immense majorité, les jeunes s'intègrent sans difficulté à la société adulte, au bénéfice d'une formation scolaire et de qualifications professionnelles plus élevées que jamais dans l'histoire. Les jeunes marginaux sont fort peu, les jeunes chômeurs, même au cours de l'actuelle récession, en nombre limité. La délinquance juvénile n'augmente que parce que le nombre de jeunes augmente, mais reste constante en proportion, sauf pour certains catégories très spécifiques de délits. La contestation des années 1968 a été extrêmement sage dans les universités suisses. Notre pays n'a pas connu l'équivalent des mouvements de lycéens français par exemple. Quant aux apprentis et aux jeunes travailleurs, ils ne paraissent mettre en danger ni la paix du travail, ni les bureaucraties syndicales. Les objecteurs de conscience sont une poignée. Le signe le plus sérieux d'une crise de l'intégration sociale des jeunes paraît être souvent le développement de la consommation de drogue. Mais les enquêtes épidémiologiques, si elles indiquent qu'un nombre croissant de jeunes ont une fois ou l'autre tâté du haschish ou de la marihuana, montrent également qu'il s'agit pour beaucoup d'une consommation occasionnelle, que

l'escalade vers les drogues dures est très rare, et que les véritables toxicomanes, s'ils sont assez nombreux pour créer des difficultés aux services spécialisés, représentent une infime fraction de la jeunesse suisse. Divers sondages, l'enquête de Girod (1977) sur les recrues, montrent que l'immense majorité des jeunes suisses aspirent à exercer un bon métier et à fonder une famille, même s'ils sont moins sensibles que leurs parents au niveau de vie, et plus exigeants en matière d'intérêt du travail, de temps libre, de sociabilité. Sans nier qu'il y ait depuis dix ans environ un réel développement des toxicomanies, sans méconnaître le fait d'une relative crise des formes traditionnelles de l'autorité dans l'école, l'armée, l'entreprise, il ne me semble pas que l'on puisse parler, de façon générale, d'une crise de l'intégration sociale de jeunes en Suisse. Du moins si l'on s'en tient à des ordres de grandeur statistiques relatifs aux diverses formes de déviance, d'inadaptation, de marginalité, de dissidence.

Comment expliquer cette disproportion entre la dramatisation fréquente du discours public sur la jeunesse et la faible ampleur des indices statistiques de crise de l'intégration ? Plusieurs hypothèses se présentent :

- les media de masse jouent en partie sur la dramatisation - d'ailleurs épisodique - d'un problème pour fixer l'attention du public; sans doute le reportage pathétique sur quelques héroïnomanes, anges déchus de la société d'abondance, avec gros plans sur la seringue, fait-il vendre mieux qu'une enquête sur les conditions de travail des apprentis
- la partie la plus conservatrice de la classe politique a intérêt à dramatiser pour obtenir un renforcement général du contrôle social, de la répression sexuelle ou politique
- les magistrats ou les professionnels de la jeunesse qui expriment l'inquiétude des pouvoirs publics face "au fléau de la drogue" ont rarement une vue d'ensemble des rapports entre générations et de l'intégration sociale des jeunes; les services officiels de psychiatrie, de prévention des toxicomanies, de contrôle pénal de la jeunesse, de tutelle, de protection de l'enfance sont par vocation appelés à intervenir dans les situations où le contrôle social ordinaire n'a pas fonctionné; une faible augmentation des prises en charge professionnelles peut facilement se traduire en termes de crise de l'intégration.

- la dramatisation du problème légitime l'ensemble des services spécialisés dans la prise en charge des jeunes, et justifie leur croissance; elle permet le développement de secteurs nouveaux de l'intervention, par exemple la prévention
- la dramatisation sert également l'intérêt des chercheurs spécialistes de la jeunesse, qu'ils soient psychiatres, médecins préventistes, psychologues ou sociologues; le Fonds national consacre plusieurs millions à un programme national sur l'intégration sociale - des jeunes d'une part, des personnes âgées de l'autre -, en fondant cette priorité sur le diagnostic d'une crise de l'intégration. Une partie des scientifiques a contribué directement à définir l'intégration sociale des jeunes comme un problème d'importance nationale. D'autres se garderont simplement de prendre des distances par rapport à cette image de la réalité
- une partie de l'opposition politique la plus radicale n'a pas intérêt à dédramatiser le problème : la crise présumée de l'intégration sociale des jeunes peut être interprétée soit comme l'indice patent de la faillite du capitalisme - la drogue comme seule échappatoire à une société d'exploitation et d'aliénation - soit comme l'annonce d'une nouvelle société, d'une contre-culture
- enfin, les jeunes eux-mêmes ont parfois intérêt à donner une image biaisée de ce qui se passe dans leur cercle, soit pour faire valoir leur innocence - par exemple sexuelle - dans un ensemble d'autres jeunes moins "vertueux", soit pour se fondre dans une "majorité déviante": "tout le monde le fait".

En l'état actuel de la recherche, il est très difficile de pondérer les hypothèses précédentes. Il est vraisemblable que ces divers mécanismes expliquent pour une part l'écart entre le discours globalisant et dramatisant et ce que révèle l'observation statistique. Cependant, cette dramatisation ne ferait pas recette :

1. si la jeunesse n'avait pas, dans notre culture politique, valeur de symbole ou fonction de prétexte; dans les sociétés industrielles occidentales, on juge volontiers l'ordre social à travers sa capacité d'intégration des jeunes. Inversement, pour porter un diagnostic pessimiste ou optimiste sur notre société, on choisira volontiers l'intégration des jeunes comme illustration privilégiée d'un propos global. Ainsi, combien de propos sur le chômage ne jouent-ils pas sur l'image dramatique d'une jeunesse sortant de l'école et qui ne trouverait pas d'emplois. Ou comment mieux exprimer le désespoir que secrète notre société qu'en disant la

fuite des jeunes vers la drogue ou le suicide. La fuite des adultes vers l'alcool, la télévision ou la voiture n'a pas la même force d'évocation.

Souvent parler de la jeunesse est une façon de parler d'autre chose, notamment de la société sans trop avoir l'air de "faire de la politique". La jeunesse est l'occasion de renforcer le mythe unanimiste : tous les adultes sont concernés, tous doivent "tirer à la même corde pour garantir à nos jeunes une société juste et prospère". Au-dessus du berceau, les querelles de familles sont suspendues. De même, devant la drogue, "drame humain", la classe politique se réconcilie.

La jeunesse n'est sans doute pas le seul groupe minoritaire dont la société globale peut prendre prétexte pour parler d'elle-même et parfois refaire son unité. Par rapport à toutes les autres minorités, la jeunesse a cependant en propre de n'être pas un sous-ensemble des adultes, et d'être pratiquement absente du débat sociétal à son propos ... tout en représentant les "adultes de demain".

2. Si les discours globalisants ne trouvaient pas quelque écho, notamment chez les parents et les éducateurs; si, dans leur immense majorité, les adultes qui côtoient quotidiennement les jeunes n'avaient aucune raison personnelle de s'inquiéter au moins un peu, ils n'accorderaient aucun crédit à la thèse d'une crise de l'intégration sociale des jeunes ou d'une détérioration des rapports entre générations. Cela ne veut pas dire que les parents et les éducateurs vivent personnellement des épisodes dramatiques ou les anticipent. Mais, leurs soucis pédagogiques ou familiaux entrent en résonance avec le discours global, et le confirment indirectement, même s'ils n'ont nullement à affronter, dans leurs expériences personnelles, les déviances graves - drogue, violence, marginalité, etc. - dont parlent leurs journaux. De part et d'autre, on ne parle ni des mêmes jeunes, ni des mêmes problèmes, mais cela n'empêche pas le développement d'un double processus d'amplification, fondé sur le sentiment commun mais vague qu'il se passe quelque chose de déconcertant, d'inquiétant ou d'alarmant chez les jeunes, et que personne parmi les adultes ne peut prétendre y échapper complètement.

C'est à ce dernier niveau d'analyse que je vais désormais m'attacher, partant en somme du principe qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Le discours dramatisant n'est pas l'expression de la réalité. Il est une construction de la réalité qui s'explique en partie par la position des acteurs dans le système social, et qui sert jusqu'à un certain

point leurs intérêts matériels ou idéologiques. Mais ce discours n'aurait aucune portée, aucun crédit s'il ne trouvait pas un écho chez beaucoup de parents et d'éducateurs. Seulement, ce n'est que rarement de drames dignes des manchettes de journaux qu'il s'agit dans les familles.

Les parents semblent déconcertés par les adolescents simplement parce qu'ils ont d'autres goûts, d'autres valeurs, d'autres modes de sociabilité, et affirment sans détour leur droit à la différence. Dans nombre de familles, ils contestent la légitimité de l'ordre familial, de certains interdits, ils doutent de certaines institutions, ils refusent les formes conventionnelles du respect des adultes et de leur autorité, ils revendiquent une certaine autonomie, le droit de s'habiller à leur guise, de choisir leurs amis, d'organiser leurs loisirs, etc. Toutes ces caractéristiques bien connues de la jeunesse ne sont pas à proprement parler des facteurs de crise de l'intégration. Ce sont des événements quotidiens.

Ils suffisent à susciter un malaise, le doute chez les parents, le sentiment que leurs enfants leur échappent, qu'il y a rupture de la communication, refus de l'héritage parfois tourné en dérision.

Mon propos n'est pas d'expliquer ce changement de la manière d'être des jeunes en général. Chaque adulte, qu'il ait 25 ou 65 ans, en prend conscience s'il compare sa propre jeunesse à ce qu'il observe autour de lui. Sans doute l'urbanisation, l'extension de la scolarisation, une certaine libéralisation des mœurs ne sont-elles pas étrangères à cette évolution de la jeunesse. On ne sous-estimera pas non plus les dimensions économiques du changement, lié à l'élévation du niveau de vie et au fait que les jeunes sont devenus des consommateurs représentant une masse considérable de revenu pour certaines industries.

Ce qui m'intéresse ici, plus que l'évolution des jeunes eux-mêmes, qui est indéniable, c'est la relative incapacité des adultes à s'y adapter en tant qu'éducateurs ou parents, alors même qu'à d'autres titres ils contribuent à la favoriser. Je voudrais développer ici l'hypothèse d'une profonde inadéquation entre la définition de la jeunesse sur laquelle vivent encore la plupart des adultes et ce que sont effectivement les jeunes dans les sociétés modernes : non pas des déviants, des drogués, des contestataires, des marginaux, mais simplement des acteurs sociaux à part entière, qui ont une représentation du monde, un discours, des intérêts, un mode de vie qui leur sont propres, et qui essaient de conquérir leur autonomie plus vite et plus complètement que dans le passé, alors même

qu'ils sont pris en charge plus longuement et plus intensivement que jamais dans l'histoire.

### L'AGE DE L'IMMATURITE ?

Quelle est donc cette définition de la jeunesse qui rend nombre d'adultes incapables de la comprendre ? Pour la majorité des adultes, la jeunesse, et en particulier l'adolescence, est un âge de la vie situé entre l'enfance et l'âge adulte, un âge de simple transition, de préparation à la vie sociale, professionnelle, familiale, politique. Entre la dépendance physique, affective, intellectuelle, sociale, censée caractériser l'enfant et l'autonomie dans les mêmes domaines censée caractériser l'adulte, la jeunesse apparaît comme une phase intermédiaire du cycle de vie, au cours de laquelle l'individu se détache du groupe familial dont il est issu mais n'a pas encore fondé une nouvelle famille, au cours de laquelle il cesse d'être intégré socialement à travers sa famille d'origine sans être encore en mesure de participer personnellement, à part entière, à la vie politique et économique de la cité. Cette représentation sociale de la jeunesse comme âge de transition, de préparation, d'attente, est solidaire d'une image globale du cycle de vie et de ses moments successifs dans les sociétés industrielles. Cette image fait de l'âge adulte la phase culminante de l'existence, caractérisée par l'expérience, l'activité, l'autonomie, la production, l'identité sexuelle et familiale. La vieillesse se présente dans cette perspective comme une phase descendante. Inversement, l'enfance puis l'adolescence semblent ne prendre leur sens que par rapport à la force de l'âge qui leur fait suite.

Une telle représentation de la vie apparaît, de prime abord, traduire la réalité biologique de la maturation et du vieillissement. Cependant, si les adultes peuvent penser et dire que l'adolescence n'est qu'immaturité et inachèvement, c'est parce qu'ils sont maîtres des critères qui définissent l'adulte achevé. Or ces critères ne sont pas essentiellement d'ordre biologique, mais social : l'activité professionnelle, la consommation, la participation politique, l'intégration aux organisations, le mariage, la procréation. De toutes ces activités, les adolescents sont en effet dans leur ensemble, tenus à l'écart, et cette exclusion est en général rapportée à l'inachèvement de leur formation, à l'immaturité de leur personnalité, à l'irresponsabilité de leur conduite.

Les jeunes sont-ils aussi immatures, irresponsables, fragiles que les adultes veulent bien le dire ? S'il existe des différences sous cet angle entre adolescents et adultes, sont-elles inscrites dans la nature humaine, ou plutôt dans une organisation définie des rapports entre générations, qui prive les jeunes de la possibilité même de prendre des responsabilités, de manifester leur maturité, de s'intégrer à la cité, de participer à la vie politique ?

Le sociologue ne saurait prendre l'immaturité de la jeunesse comme un fait de nature ni oublier que ce sont les adultes dans la force de l'âge qui exercent le pouvoir sociétal, notamment à travers les organisations et les structures familiales. D'où la question : le pouvoir des adultes ne s'étend-il pas à la perpétuation et à l'imposition de l'image dominante du cycle de vie ? Cette image ne sert-elle pas admirablement l'intérêt des adultes, en légitimant leur pouvoir sur l'ensemble du corps social au nom de leur maturité, de leur accomplissement ? Autrement dit : la réalité de l'adolescence, réalité construite et imposée par les adultes, n'est-elle pas garante de la réalité de l'âge adulte, de ses privilèges et de ses pouvoirs ?

Bien entendu, pour la plupart des adultes, leur pouvoir n'est que l'envers obligé de l'impuissance présumée des jeunes à conduire leur propre existence en toute autonomie. Le pouvoir des adultes n'est que l'expression de leur responsabilité, l'instrument d'une prise en charge éducative et protectrice dont les jeunes ne peuvent se passer sous peine soit de ne pas devenir adulte (adulte intégré et intègre s'entend...) soit de mettre en danger leur vie et leur santé, ou l'ordre social. Et on se retrouve dans un cercle vicieux familier au sociologue : le pouvoir de certains acteurs fonde leur définition de la réalité qui à son tour légitime leur pouvoir. Cela n'autorise pas cependant à dire que la thèse de l'immaturité de la jeunesse n'est qu'une façon habile de justifier le contrôle social qu'exercent collectivement et individuellement les adultes sur les jeunes. Beaucoup d'adultes, et en particulier les parents et les éducateurs, éprouvent très sincèrement amour, affection, respect pour les jeunes dont ils ont la charge, et ne vivent leur pouvoir que comme contrepartie d'une responsabilité éducative. Je ne suggère nullement un état de guerre ouvert ou larvé entre générations, une sorte de lutte entre jeunes et adultes à l'instar de la lutte des classes. Les rapports entre jeunes et adultes sont beaucoup plus complexes et ambivalents, et si la définition qu'ils se donnent de la jeunesse confère aux adultes un pouvoir, elle leur impose en contrepartie des charges et des sacrifices réels, une responsabilité légale et

morale, un rôle souvent difficile. Il serait donc absurde de prétendre que les adultes ont fabriqué de toutes pièces, délibérément, une définition de la jeunesse aux seules fins de l'exclure de la compétition sexuelle, du partage des ressources, de l'exercice du pouvoir, et de contrôler son intégration. Il serait cependant sociologiquement naïf d'oublier que les détenteurs d'un pouvoir s'en servent toujours pour le justifier au plan symbolique, idéologique et pour créer ou maintenir les conditions objectives et subjectives propres à le renforcer. C'est ainsi que la définition de la jeunesse comme immature, comme objet privilégié d'une prise en charge produit d'autres effets que symboliques : cette définition gouverne la mise en place d'un certain nombre d'institutions, de rapports sociaux - par exemple l'école - qui privent les jeunes de l'expérience de l'autonomie et de la responsabilité, et les empêchent effectivement d'acquérir ou d'exercer certaines compétences, non en raison de leur âge, mais parce que les conditions de mise en pratique font défaut. Lorsque, par extraordinaire, ces conditions sont créées, on laisse rarement le temps aux jeunes de prendre la mesure de la situation, de faire des erreurs, d'apprendre. Les observateurs adultes sont prêts à crier à l'échec : "On vous l'avait bien dit, vous n'êtes pas assez mûrs pour...". La définition de la réalité produit en partie la réalité. Sans cette partielle convergence entre la définition dominante de la jeunesse et la "réalité", le point de vue des adultes n'aurait pas la même force et ne trouverait pas dans les sciences de l'homme, en particulier la psychologie et la psychiatrie de l'adolescence, autant de confirmations savantes.

#### DE LA JEUNESSE INVENTEE A LA SOCIETE SCOLARISEE

A l'origine de la scolarisation, des institutions de prise en charge, il y avait déjà une certaine image du cycle de vie. En simplifiant fortement, on pourrait dire que la jeunesse comme phase de transition s'est instaurée avant que les sociétés occidentales en prennent conscience, sous l'impulsion de facteurs démographiques et économiques notamment. Mais très rapidement, les transformations objectives ont amené dans les esprits, dans la culture, une transformation corrélative de l'image des âges de la vie. Sans allongement de la durée moyenne de vie, sans transformation des métiers, des conditions et des rapports de production, sans séparation progressive du travail et de la formation professionnelle, sans développement de la scolarisation, sans redéfinition de la taille et des fonctions de la famille, sans évolution vers des formes de participation politique de masse, sans exclusion des gé-

nérations nouvelles de nombreux domaines où la compétition sociale s'accroît, la jeunesse ne serait sans doute pas devenue un âge spécifique de la vie, entre l'enfance et l'âge adulte, et donc un groupe d'âge aux limites relativement floues, mais dont le statut et les fonctions diffèrent aussi bien de ceux des enfants que de ceux des adultes. Mais ces transformations structurelles, inséparables de la genèse et de l'évolution des sociétés industrielles, ne suffisent pas à rendre compte de l'image actuelle de la jeunesse. A s'en tenir à l'histoire de la langue, on constate par exemple que le mot jeunesse n'a acquis son sens second qu'en 1810 : "caractère d'une chose qui n'a pas encore atteint la plénitude de ses qualités". Entre la fin du XIII<sup>ème</sup> siècle et le début du XIX<sup>ème</sup>, l'idée d'un groupe d'âge se double donc progressivement de la représentation de la jeunesse comme image de l'immaturité, de l'inachèvement. On connaissait déjà la nécessité de la préparation aux métiers des armes, à l'artisanat et au commerce. Mais il s'agit désormais non plus d'une impréparation technique, mais d'une immaturité d'ordre global, psychologique, qui touche à la personnalité, à l'autonomie, à la responsabilité, à la conscience morale. Si le jeune n'a pas atteint la "plénitude de ses qualités", qualités d'adultes cela va sans dire, ce n'est pas seulement parce qu'il n'a pas achevé sa formation, mais parce qu'il lui manque le temps de la maturation et de l'expérience. L'invention de la jeunesse comme âge spécifique de la vie est inséparable d'une transformation globale de l'image de l'homme, qui met en particulier toujours davantage l'accent sur la plasticité de l'individu, sur l'influence de l'éducation et des conditions de vie sur son caractère, sur la possibilité de discipliner les esprits et les corps. Cette évolution en particulier a été mise en évidence par Foucault (1961, 1975) à propos de la folie et de la psychiatrie d'une part, de la répression pénale d'autre part. Cette transformation de l'image de l'homme, de son développement, de sa malléabilité ont certainement contribué fortement à faire de l'adolescence l'âge de l'immaturité, donc de la prise en charge. Il faut rapporter de telles représentations non seulement à la psychologie dans sa forme moderne, mais à la pensée des moralistes des siècles précédents, aux philosophies de la personne et du sujet, aux réflexions sur l'éducation qui se sont développées aux XVII<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle.

La jeunesse, invention historique ? Non, si l'on pense à une création soudaine à partir de rien. Oui, si l'on pense au processus graduel d'émergence d'un âge nouveau, d'une différenciation nouvelle du cycle de vie. Emergence qui donne lieu, en contrepoint, au développement d'institutions et de modes de prise en charge des jeunes.

L'image de la jeunesse, et en particulier de l'adolescence, comme âge de l'immaturité et de la préparation à la vie, est devenue un modèle culturel très largement répandu parmi les adultes. Mais la force de ce modèle tient non seulement à sa diffusion, mais encore au fait qu'il s'incarne dans le droit, les institutions, les rapports sociaux. On rappellera en passant la dépendance dans laquelle le droit maintient les mineurs, au plan politique, pénal ou civil. De la prise en charge obligée des jeunes, on trouve également l'expression privilégiée dans le droit moderne de la famille, qui confère aux parents non seulement le pouvoir mais le devoir de veiller à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants. Le développement d'une "police des familles" (Donzelot, 1977) montre bien que la prise en charge familiale ne procède plus du pouvoir discrétionnaire conféré au pater familias par la tradition, mais d'une délégation de pouvoir réversible et conditionnelle que les parents tiennent de la collectivité, à travers l'Etat. Ce dernier veille à ce que les parents accomplissent leurs rôles et reste prêt à les seconder ou à les remplacer par divers services sociaux (protection de la jeunesse, tutelle), des institutions pénales ou psychiatriques, des organisations médico-pédagogiques ou scolaires. En Suisse comme dans les autres sociétés industrielles, inégalement il est vrai selon les cantons, il existe un réseau très différencié d'organisations spécialisées dans la prise en charge des jeunes à des fins d'éducation, de prévention et de réparation de diverses formes de déviance, de thérapie ou d'orientation. Dans le domaine du travail social, de l'action judiciaire, policière ou pénale, des traitements médico-psychiatriques, du conseil psychologique, de l'orientation professionnelle, le nombre des professionnels de la prise en charge des jeunes s'accroît constamment (Service de la Recherche Sociologique, 1976).

L'école joue dans la prise en charge généralisée des jeunes un rôle croissant. La plupart des adultes d'aujourd'hui n'imaginent guère qu'on puisse entretenir avec un enfant ou un adolescent, jusque vers 15 ou 20 ans, un rapport qui ne soit pas essentiellement ou partiellement éducatif. Il semble aller de soi, comme un fait de nature, que les enfants sont faits pour être éduqués et les adultes pour éduquer et les prendre en charge. Mais cette évidence est en fait très récente.

Bien sûr, dans toutes les sociétés, la participation pleine et entière à la vie sociale suppose l'apprentissage d'une culture, l'intériorisation des savoirs et des codes qui permettront à chacun de jouer son rôle. Et aucun groupe ne laisse entièrement au hasard les processus d'apprentissage qui font de chaque enfant, peu à peu, l'indigène

d'une société. De même, dans l'histoire, la possibilité d'une action pédagogique, autrement dit d'une transformation délibérée de l'enfant ou de l'adolescent. Il serait donc tout à fait absurde de prétendre que les sociétés occidentales modernes ont inventé la pédagogie comme art de transformer autrui durablement. Par contre, elles semblent se caractériser par une anthropologie, une image de l'homme, qui donne une place centrale au processus d'apprentissage et d'éducation. Cette conscience pédagogique hyper-développée présente une double face : elle définit la transformation délibérée par une action pédagogique comme possible dans de très larges limites si on s'en donne les moyens. Mais la conscience pédagogique affirme aussi la nécessité d'une action pédagogique pour faire de l'individu ce qu'on veut qu'il soit.

Cette omniprésence du projet et du travail pédagogiques marque profondément les rapports entre parents et enfants, jusqu'à ce que ces derniers quittent leur famille d'origine. Dans l'image de la famille moderne, les fonctions éducatives sont parmi les principales. Il n'en a pas toujours été de la sorte : cette image de l'enfance et de la famille ne s'est imposée en Europe qu'à partir du XIII<sup>e</sup> siècle environ.

L'éducation familiale n'épuise pas bien sûr la prise en charge pédagogique des enfants et des adolescents par les adultes. Nous vivons dans la société la plus fortement scolarisée de l'histoire; mais l'école fait à tel point partie de notre univers quotidien qu'il a fallu le choc créé par Ivan Illich (1971) et l'idée de "déscolariser la société" pour que nous nous rendions compte du degré inégalé d'emprise de l'école sur la vie quotidienne des enfants et des adolescents, mais aussi sur la vie, les pré-occupations, le mode de pensée des adultes et sur les rapports entre générations. L'école elle-même n'est que la composante la plus visible d'une société scolarisée. L'essentiel n'est pas dans la forme présente des institutions scolaires, mais dans l'idée qu'il faut organiser à large échelle la formation des générations nouvelles, ne pas la laisser au hasard, en confier le bon accomplissement au soin d'un corps de spécialistes de l'action pédagogique, d'éducateurs professionnels et d'enseignants. Non seulement, les parents peuvent déléguer une partie de leur tâche éducative à ces professionnels, mais ils y sont de plus en plus conduits par le sentiment de leur incompetence pédagogique, en regard de la formation des professionnels. D'autre part, pour ce qui demeure dans le domaine de l'éducation familiale, les parents sont pris dans un filet serré de conseils, souvent impératifs dispensés par les professionnels de l'enfance et de l'adolescence.

On rappellera très brièvement que l'école, si elle existait dans l'Antiquité, avait pratiquement disparu au Moyen-Age, où elle ne concernait que la formation des clercs : "L'école était en réalité une exception, et on aurait tort, parce que plus tard elle a fait tache d'huile et s'est étendue à toute la société, de décrire à travers elle l'éducation médiévale : c'est faire de l'exception la règle. La règle commune à tous était l'apprentissage" (Ariès, 1973, p.412). L'enfant apprenait par la pratique dans sa famille, ou dans une famille d'accueil, et l'apprentissage portait à la fois sur la vie en général et sur le métier. On ne comprendra les formes médiévales de l'éducation qu'en tenant compte du sentiment de l'enfance et de la famille prévalant à l'époque. L'enfance, l'enfance protégée, l'enfance mignonne prenait fin vers sept à neuf ans. Dès cet âge, l'enfant se fondait dans la société adulte, d'autant plus facilement que la société médiévale urbaine était une société où la promiscuité était de règle, où la séparation des classes d'âge au logis, au travail n'avait pas cours, où la sociabilité s'établissait dans la rue et débordait largement le noyau familial. Le travail n'était pas séparé de la vie privée. Il existait bien, entre sept et quinze ans environ, une forme de prise en charge des enfants et des adolescents, mais elle restait diffuse et ne ressemblait ni à l'éducation familiale ni à l'éducation scolaire telles que nous les connaissons.

En quatre siècles, par des étapes que je ne puis retracer ici, on passera de cette éducation diffuse sans encadrement scolaire au système d'enseignement moderne. Les transformations économiques, l'industrialisation ont bien entendu joué un rôle moteur, mais la scolarisation de la société est aussi la résultante de transformations culturelles. Alors qu'au Moyen-Age, la rapide fusion de l'enfant dans le monde adulte apparaissait naturelle, que dès 14 ans il n'était pas rare qu'un adolescent soit soldat, exerce un métier, se marie, partage les plaisirs et les peines des adultes, peu à peu s'est fait jour l'idée qu'il fallait protéger l'enfance puis l'adolescence de la rudesse, mais aussi de l'immoralité de la vie des adultes.

C'est d'abord à ce souci de mettre l'enfance et l'adolescence à l'abri du monde adulte que l'on doit l'enfermement progressif des jeunes dans des lieux clos et séparés du reste de la vie sociale. Le souci d'une formation de base intensive, de l'acquisition d'une culture générale puis d'un métier à travers l'école sont en fait des préoccupations assez modernes qui si elles n'étaient pas absentes dans l'Ancien Régime, n'étaient pas aussi centrales qu'actuellement.

Le formidable encadrement scolaire de l'enfance et de l'adolescence est à tel point entré dans les mœurs que nous n'y prenons plus garde. A Genève, en 1976, moins de 5% des jeunes s'engagent directement dans une activité professionnelle au sortir de l'enseignement obligatoire. A 18 ans, les trois quarts suivent encore une formation, soit dans une école, soit dans une entreprise mais avec un notable encadrement scolaire. Pour une fraction croissante des jeunes, la scolarisation se prolonge au-delà de 18 ans. Progrès social sans doute, élévation du niveau culturel des nouvelles générations et de leurs compétences techniques et professionnelles. Mais en même temps, enfermement accru des jeunes, allongement de la phase de transition entre l'enfance et l'âge adulte. Bien entendu, dans les sociétés les plus développées, la cage est dorée, puisqu'au prix d'une dépendance matérielle considérable, les jeunes sont entretenus par leurs parents et accèdent eux-mêmes à la consommation. Cage dont les barreaux sont flexibles et tiennent davantage à une contrainte sociale diffuse qu'à une obligation légale au-delà de 15-16 ans. Persuadés toujours davantage que l'éducation est un capital indispensable pour réussir dans la vie, les parents et les éducateurs construisent autour des jeunes cette cage dorée qui a, aux yeux des adultes, la force du réalisme. Pour les adultes, il y a d'un côté les jeunes raisonnables qui ont compris qu'il était sage de sacrifier quelques années à l'étude, pour acquérir une qualification garantissant un emploi stable et un revenu décent. De l'autre côté, il y a les paumés, les marginaux, les inconscients qui se retrouveront chômeurs, vagabonds ou délinquants. Cette morale de l'éducation et du travail sert bien entendu le fonctionnement des sociétés d'accumulation et de consommation. Cependant, elle correspond non pas seulement au discours officiel mais à la conviction intime de la plupart des parents et des éducateurs.

#### STRATEGIES DOUCES DE CONTROLE SOCIAL

Mettre en évidence la définition de la jeunesse comme âge de l'immaturité et de l'attente, et souligner la prise en charge généralisée dont elle fait l'objet, au nom même de son immaturité, de la part des adultes, ne constitue nullement un plaidoyer pour un retour au bon vieux temps. Rien ne permet d'affirmer que l'Ancien Régime était un âge d'or pour les jeunes gens et les jeunes filles. Partager très tôt la condition des adultes, c'était alors le plus souvent affronter très précocement la faim, la misère, l'insécurité, la brutalité des rapports sociaux. Entrer rapidement dans le monde adulte sans avoir ni biens, ni expérience n'était pas nécessairement une situation envia-

ble, en particulier dans les classes sociales les plus défavorisées. De nos jours, dans les quartiers les plus pauvres des métropoles industrielles ou dans les bidonvilles du tiers-monde, les enfants ou les adolescents jetés dans le combat pour la survie sont légion. En Suisse même, au terme de la scolarité obligatoire, une fraction des jeunes occupent **directement** un emploi non qualifié. Qui oserait dire qu'ils sont plus heureux que leurs camarades qui poursuivent une formation simplement parce qu'ils ont atteint plus tôt une certaine indépendance économique, d'ailleurs largement tempérée, jusqu'à leur majorité, par l'autorité des parents, et qui ne garantit pas l'aisance.

La référence au statut des jeunes dans les sociétés du passé ou des sociétés contemporaines moins développées n'a dans mon esprit aucune coloration nostalgique. Ces quelques références servent simplement à mettre en évidence l'arbitraire relatif de notre définition de la jeunesse comme âge de l'attente et de l'immaturité : il n'en a pas toujours été ainsi. Je note au passage, sans insister, tout ce qu'il y a de schématique et de simplificateur dans les propos précédents en particulier du fait qu'ils tiennent fort peu compte des différences internes à une société, qu'elles s'établissent selon le sexe, la condition sociale ou l'appartenance à telle ou telle région.

La description d'une société où les jeunes font, à des degrés certes divers, l'objet d'une prise en charge généralisée de la part des adultes, ne vise pas non plus à dresser contre chaque adulte, chaque éducateur, un procès moral. Chacun participe d'une culture qui lui dicte dans une large mesure ses gestes et ses idées, et les adultes trouvent dans leur héritage culturel, au titre d'évidence, la définition de la jeunesse comme âge de l'immaturité, appelant prise en charge éducative et protectrice de leur part.

Ce qui m'intéresse, ce sont les conséquences possibles d'un tel état des institutions et des esprits pour les rapports entre générations. Prenons l'exemple du contrôle social exercé par les adultes sur les jeunes. Dans la famille, dans l'entreprise, dans l'école, dans la rue, des jeunes et des adultes entrent en contact, et partout les adultes cherchent à maintenir l'ordre qui convient à leurs intérêts ou simplement auquel ils sont habitués. Inutile de dire que les stratégies de maintien de l'ordre des adultes se fondent dans l'ensemble des processus de contrôle social qui s'établissent également entre adultes ou entre jeunes. Il reste que les parents, les enseignants, les adultes usagers des transports ou des lieux publics ont intérêt à faire respecter, notamment par les jeunes dont ils ont la charge, l'ordre familial ou scolaire, la pro-

priété de chacun, les droits et devoirs, les espaces dévolus aux uns et aux autres, les horaires respectifs, la division du travail, les hiérarchies, les privilèges établis, etc. De nos jours comme par le passé, les jeunes ne trouvent pas nécessairement leur place dans ce monde organisé par les adultes, fût-ce pour les jeunes et dans de bonnes intentions. Je ne suggère nullement que les jeunes aient eu dans le passé proche ou lointain le loisir de contester ou de bouleverser davantage l'ordre social ou familial. Ce sont les modalités du contrôle social qui ont évolué. Il est bien hasardeux de risquer quelques généralisations sur ce point, tant les données historiques sont rares, tant le contrôle social est un phénomène complexe qu'on ne peut enfermer en une seule formule. Tout semble indiquer cependant que dans les sociétés européennes d'Ancien Régime, le contrôle social formait un tissu très dense à l'intérieur des communautés restreintes, mais qu'en revanche à l'échelle de plus vastes régions, et plus encore du territoire national ou de l'Europe il n'existait pas encore le réseau de communication qui permet de nos jours de contrôler le mouvement des populations. Jean-Pierre Fragnière (1976) a mis en évidence la tendance des sociétés industrielles modernes à fixer les errants de toute nature, à n'avoir de cesse que l'individu ait une identité, un travail, un logis, une place bien définie dans l'ordre social. Les sociétés moins organisées, moins quadrillées des siècles derniers, laissaient place, hors des communautés restreintes, à l'errance, au voyage, au vagabondage, sans qu'un appareil central se préoccupe en permanence de fichier et de fixer ces populations flottantes.

Par ailleurs, le contrôle social s'exerçait d'abord sur les conduites, sur le respect des règles et des formes de l'interaction sociale. Même dans le domaine religieux, on se préoccupait moins des intentions et des pensées que des actes. Au cours des siècles, au gré d'une transformation de l'image de l'homme qui a donné naissance à la psychologie et aux sciences humaines, on s'est préoccupé toujours davantage des motifs, de la personnalité, de l'inconscient, du caractère, la justice évoluant, comme l'a montré Michel Foucault, de la punition d'un acte illégal à la réforme morale d'un délinquant. Dans les villes modernes, le contrôle de la collectivité ne s'exerce plus que sur une gamme relativement restreinte d'actions. Lui échappent toutes celles qui ne sont pas visibles, parce qu'elles appartiennent à la sphère privée, ou dont il n'est plus comptable car elles sont du domaine des libertés individuelles.

En ce sens, le contrôle social exercé sur les jeunes, en particulier les adolescents, est certainement moins tatillon, moins répressif qu'il y a cinquante ans seulement. Le personnalisme diffus qui prévaut dans notre société leur garantit une part de vie privée. Par ailleurs, dans le domaine des convenances sociales, des moeurs sexuelles, du respect dû aux adultes, des pratiques familiales les règles sont devenues vagues; là où elles existent encore, peu d'adultes se soucient de les faire appliquer à la lettre.

Est-ce à dire que les adolescents, que les jeunes sont libres ? De leurs actes sans doute dans une certaine mesure. Mais c'est une liberté pour l'essentiel octroyée, dont les adultes fixent à leur convenance les limites, souvent avec arbitraire. Et c'est une liberté surveillée presque au sens où l'on entend cette expression en droit pénal : les adultes attendent ce que l'adolescent va en faire, prêts à intervenir et à reprendre le contrôle de la situation s'il devait "en abuser". Ainsi par exemple, des sorties nocturnes, des relations amoureuses, de la consommation d'alcool, de cigarettes, parfois de drogues douces, du travail scolaire, des dépenses d'argent, etc.

Moins autoritaires sans doute que par le passé, qu'ils soient réellement permissifs ou craignent le ridicule, nombre d'adultes, en particulier de parents, sont tentés d'accorder aux adolescents plus de liberté qu'ils n'en avaient à leur âge. Les parents contemporains seraient d'ailleurs mal venus d'exiger l'observance stricte de valeurs qu'ils ne pratiquent pas, de refuser totalement aux adolescents accès à ce qui tient tant de place dans leur vie : la consommation, le temps libre, le souci de plaire.

On ne peut encore une fois généraliser : il existe au sein de notre société de multiples attitudes éducatives, des plus rigoristes au plus laxistes, et le changement affecte les diverses couches sociales à des rythmes et parfois dans des sens divers. On peut se risquer cependant à juger dépassée l'image du père sévère et austère, dont l'autorité ne souffrait aucune contestation et qu'il exerçait sans partage et sans remord. Les pères des adolescents actuels, qui ont une quarantaine d'années environ, ne se rêvent pas "sévéres mais justes". Il se voudraient plutôt comme compréhensifs et "modernes". Quelques moralistes purs et durs, quelques partisans d'une éducation plus musclée se plaignent régulièrement de ce qu'ils appellent la démission des parents. Je noterai simplement que la tentation du laisser-faire peut tout aussi bien traduire une vraie tolérance, la volonté de ne pas imposer aux jeunes les contraintes qu'on a soi-même subies.

Mais les adultes vont rarement au bout de cette tentation. Parce qu'en laissant plus de liberté aux jeunes dont ils ont la charge, formellement ou non, aux yeux des autres adultes, ils mettent en jeu leur propre réputation d'éducateur responsable, ou risquent même une intervention de la "police des familles" sous ses diverses formes : parenté, voisinage, école, services sociaux, police. Ou ils craignent simplement pour leur propre tranquillité. Mais les limites fixées par les adultes à la liberté des jeunes dont ils ont la charge ne dérivent pas uniquement du contrôle social dont ils sont eux-mêmes l'objet ou de leur désir de répression et de maintien de l'ordre. Beaucoup de parents ou d'éducateurs - pas tous, loin de là - limitent la liberté des adolescents dont ils sont responsables à regret, par amour pour eux, pour leur bien, pour les protéger d'eux-mêmes, de leur inexpérience ou pour les garder des dangers de la vie. Nous retrouvons l'attitude de prise en charge fondée sur l'image de la jeunesse comme âge de l'immaturité, de l'incapacité à se gouverner soi-même.

Nombre de parents et d'enseignants ne paraissent plus très au clair sur les limites qu'ils doivent fixer à la liberté des adolescents. D'où une valse-hésitation, de fréquentes contradictions dans la pratique, dans le discours ou entre l'une et l'autre, d'où une alternance entre des phases de laisser-faire et des phases de "reprise en main". Ce qui donne un contrôle social en dents de scie, par rapport à des attentes normatives floues, changeantes, non dites, bien différent de la stricte application d'un ensemble de règles connues d'avance et indiscutables.

Je ne dis pas que les adolescents de la fin du XIX<sup>ème</sup> ou du début de XX<sup>ème</sup> siècles par exemple intériorisaient toutes les règles, ni qu'ils les respectaient. Mais la déviance banale - fumer en cachette, sortir sans permission, etc. - restait autant que possible clandestine, et les jeunes mettaient sans doute plus d'énergie à se garder de l'inquisition des adultes qu'à contester ouvertement leur autorité : tourner les règles si on le peut plutôt que les combattre de front.

Aujourd'hui, aucun adolescent ne peut ignorer que le roi est nu : les adultes ne sont pas très sûrs de ce qu'ils doivent interdire ou autoriser, ils n'ont plus une confiance absolue dans la légitimité de leurs valeurs et de leur pouvoir, et surtout ils hésitent entre les vertus comparées d'un "libéralisme responsabilisant" ou d'une attitude répressive, en matière de drogue, de sexualité, ou plus banalement de travail scolaire, de participation aux tâches et aux repas familiaux, de sorties avec d'autres jeunes le soir ou le week-end, etc. S'ils se tournent vers

les spécialistes de la jeunesse, les parents s'entendent dire qu'il faut être compréhensif mais ferme, vigilant sans être soupçonneux, exigeant sans être tatillon, autrement dit naviguer entre l'excès de laxisme et l'excès de rigueur. Mais dans la pratique, comment faire ?

Les adolescents, les enfants déjà saisissent assez vite cette perplexité des adultes. Si bien que la conquête de l'autonomie, si elle consiste encore à transgresser clandestinement les interdits les plus solides, passe de plus en plus par un conflit ouvert sur l'opportunité de telles obligations, le bien-fondé de tels interdits. Ou encore par un affrontement plus subtil qui porte sur l'interprétation des règles, la recherche des dérogations qui feront jurisprudence. Il ne s'agit pas seulement de savoir "jusqu'où aller trop loin", il s'agit de gagner progressivement du terrain, de rendre tolérable aujourd'hui et permis demain ce qui semblait interdit hier. Dans son principe, ce jeu n'est pas nouveau. Mais il se joue désormais à un rythme accéléré, tous les jours, sur de multiples tableaux. Avant même l'adolescence les jeunes discutent, exigent, comparent avec d'autres familles, argumentent, ironisent, répondent, refusent, défendent sans complexe leurs intérêts et leur propre définition de la liberté qui leur revient.

Le temps n'est plus où les adultes pouvaient dénier aux adolescents le droit à la parole. "Mange et tais-toi !" : cette façon d'imposer l'autorité sans la motiver n'a plus cours. Quelles sont alors les ressources des adultes pour garder le contrôle de la situation ? En dernier ressort, les adultes tiennent les cordons de la bourse, ont le droit pour eux et peuvent être appuyés par les institutions scolaires, médico-psychiatriques, éventuellement pénales. Mais dans la vie quotidienne, les enjeux, pris isolément, ne justifient pas les recours à l'artillerie lourde du contrôle social sur la jeunesse. C'est donc dans le face à face, par leurs propres moyens, que les maîtres ou les parents doivent inventer des stratégies de contrôle à la mesure des stratégies de défense des adolescents. Parmi les stratégies disponibles, il en est une qui mérite notre attention ici, parce qu'elle met en oeuvre pratiquement, à des fins de contrôle, l'image de la jeunesse comme âge de l'immaturité et de l'irresponsabilité. C'est ce que Claudio Besozzi (1976) a appelé les stratégies de dénigrement, qui consistent, faute de pouvoir faire taire ou ignorer les prétentions et le discours des jeunes, à le disqualifier au nom de leur jeunesse même. "Tu ne sais pas de quoi tu parles, tu manques d'expérience, ce n'est pas réaliste, tu prends tes désirs pour des réalités, tu ne mesures pas la portée de tes actes, tu n'es pas capable d'

en assumer les conséquences, si tu réfléchissais tu ne ferais pas cela, on se demande qui t'a donné des idées pareilles, ça n'a pas de sens de vouloir ...". Les stratégies de disqualification consistent essentiellement à douter ouvertement du sens, du sérieux, de la crédibilité, de la cohérence, du réalisme des propos et des conduites des jeunes, et autant que possible à leur faire intérioriser, accepter cette image d'eux-mêmes que les adultes leur renvoient. Or tout porte à croire que pour qui se prend au sérieux - c'est-à-dire tout le monde, presque tout le temps, jeunes ou adultes - se heurter au dénigrement, au déni de sens met en jeu l'identité de la personne dans son entier, sa dignité, son image de soi. Les formes de contrôle social exercé sur les jeunes, pour douces qu'elles soient du point de vue de la violence physique sont une violence symbolique peut-être plus difficile à supporter.

Les adultes semblent ne pas pouvoir imaginer par exemple que l'on puisse choisir de ne pas faire d'études lorsqu'on en a la possibilité : un tel choix ne peut être raisonné, raisonnable, réaliste; il témoigne de l'immaturité de l'adolescent qui ne pense pas à son avenir; de même, les adultes ne peuvent envisager que le mode de vie des jeunes résulte d'un choix; ce sera plutôt une mode, l'effet d'un entraînement social auquel ils n'ont pas la force morale de résister : les jeunes sont influençables, n'est-il pas vrai ? Ne pas vouloir passer sa vie à travailler, penser davantage à ses amis qu'à son revenu, ne pas tenir à accumuler des choses, ce sera bien souvent, pour les adultes, le refus de quitter l'enfance, la fuite devant la réalité.

L'une des stratégies de disqualification les plus susceptibles de conduire à la révolte et à la rupture de communication consiste à dénier à l'adolescent le sens ou l'opportunité d'une pratique qui existe chez les adultes sous des formes identiques ou équivalentes. On reprochera aux jeunes leur conformisme social, tout en se souciant au moins autant qu'eux de répondre aux attentes normatives d'autrui; on raillera leur volonté de sauvegarder une façade ou des apparences, alors que ce jeu vital tient une place essentielle dans la vie de chacun; on s'inquiétera du peu de souci des jeunes pour leur santé, alors qu'on creuse soi-même sa tombe avec ses dents; on se plaindra de leur inconscience devant le danger, par exemple en vélo, alors que des cohortes d'adultes meurent sur la route; on s'en prendra à la passivité des jeunes, à leur dépendance à l'égard d'une forme définie de loisirs et de musique, alors que les adultes sont rivés à la télévision; on parlera de la drogue des jeunes - haschisch, marihuana - sans parler de celle des adultes : tabac, alcool, café, exci-

tants et tranquillissants de toutes sortes. De telles contradictions, qui sautent aux yeux des jeunes, mais que les adultes ne savent ou ne veulent pas voir, renforcent nécessairement l'impression que les adultes refusent aux jeunes, au nom de leur immaturité, ce qu'ils tiennent légitime pour eux-mêmes.

On assiste alors à ce paradoxe : en essayant de conquérir leur autonomie, de la justifier, d'expliquer qu'ils ont le droit de penser et de vivre différemment, en jouant souvent subtilement de l'argumentation ou de la séduction, de la résistance passive ou de la provocation, les jeunes se comportent comme des acteurs sociaux habiles et expérimentés, manifestant plus de discernement critique et d'indépendance d'esprit que leurs parents ou leurs maîtres au même âge. C'est précisément au moment où ils font preuve de cette forme de maturité que les adultes ont intérêt à insister sur leur immaturité, leur irréalisme, leur inexpérience.

#### DE LA DIFFERENCE AU CONFLIT

Le mécanisme décrit sommairement plus haut mériterait d'être étayé de données représentatives alors qu'il ne repose que sur des observations éparses. S'il est bien à l'oeuvre, comme je le crois, dans nombre de situations familiales ou pédagogiques, il pourrait expliquer une part de ce qu'on appelle communément le conflit entre générations ou les difficultés de communication entre jeunes et adultes. Lorsqu'on dit, comme on l'entend souvent, que les adultes ne supportent pas la déviance des jeunes ou simplement la différence entre les valeurs et le mode de vie des jeunes et les leurs propres, on pense souvent à la drogue, à la marginalité, aux cheveux longs, à la musique pop, à la liberté des moeurs, au langage des adolescents, etc. Il est vrai que le discours des adultes, en particulier à propos de la jeunesse problématique, se cristallise sur de telles déviances ou différences. Mais d'une certaine manière, le fait de la différence importe beaucoup plus que ce sur quoi elle porte. Car le fait de la différence, plus que son contenu, qui peut changer au gré des modes et des cultures, atteste que le jeune est un autre. Non pas seulement un autre individu mais un autre acteur dans le jeu social, qui a ses idées, ses projets, ses intérêts, ses valeurs propres, son réseau d'information et de sociabilité, ses stratégies, ses exigences morales, sa logique. Bien avant de quitter matériellement sa famille, l'adolescent peut être devenu, pour ses parents, aussi étrange et étranger que n'importe quel adulte.

Bien entendu, la distance entre jeunes et adultes n'est pas créée de toute pièce par les stratégies répressives ou disqualificatives des adultes. Le phénomène est beaucoup plus général et touche à ce que Shorter appelle le déclin de la famille nucléaire : "Depuis un siècle maintenant, en Europe, et depuis plus longtemps encore, peut-être aux Etats-Unis, la famille nucléaire s'est refermée autour des enfants, jouant auprès d'eux, jusqu'à ce qu'ils quittent le nid, le rôle autrefois dévolu à la communauté - rôle de formation assuré par les promenades dominicales, les repas du soir en famille, les visites annuelles à la tombe de la grand-mère. D'un point de vue historique, tel fut précisément le caractère distinctif de la famille nucléaire - les relations privilégiées entre les parents (plus particulièrement la mère) et les enfants, relations qui se prolongeaient pendant toute l'adolescence et jusqu'au seuil du mariage. De nos jours, le groupe des pairs de l'adolescent a repris le contrôle de son apprentissage de la vie en société, et quand les enfants atteignent, puis dépassent la puberté, l'opinion qu'ont les parents du bien et du mal, du juste et de l'injuste, leur importe de moins en moins" (Shorter, 1978, p. 327). Sans doute est-ce notamment "parce que leur propre vie leur apparaît comme si profondément différente de ce qu'ont connu les adultes en leur jeune temps que la tentative des parents pour leur imposer un style de vie leur semble moins étrangère qu'utopique et absurde comme toute référence qui se veut normative à un monde qui n'existe plus. Garçons et filles n'ont pas le sentiment de choisir délibérément une manière de se conduire différente de celle de leurs aînés. Une certaine façon de s'amuser, de se battre, de fumer le haschisch ou d'avoir très tôt des rapports sexuels, constitue une donnée de fait qui vient à eux comme une partie intégrante des réalités humaines de 1974 (...). Les besoins, les désirs des jeunes ne sont pas des fantaisies individuelles. Ils sont le produit d'une situation de fait dont les parents à tout prendre sont plus responsables que les enfants " (Mury, 1975, p. 46).

Nous sommes très loin du "Famille, je vous hais !". La révolte romantique et solitaire contre la famille n'est pas le fait de la majorité des jeunes. Obtenir plus d'autonomie n'est pas une revendication philosophique, mais plutôt une condition de survie sociale dès lors que le groupe de référence primordial n'est plus la famille mais le groupe des pairs. Les parents se rendent bien compte que leur avis n'a plus guère de poids. Leurs enfants leur échappent, physiquement - les moments forts de la vie se passent à l'extérieur du cercle de famille - et symboliquement. Les adolescents cherchent hors de la famille,

chez leurs copains ou d'autres adultes, conseil, amitié, compréhension, acceptation. Par leur propre adolescence, les parents des jeunes actuels étaient mieux préparés à affronter une révolte ouverte que ce précoce détachement, que ce sentiment de ne plus compter. Ils vivent encore sur le modèle de la famille nucléaire, fusionnelle, lieu protégé du monde où s'établissent des relations privilégiées dans le couple et avec les enfants.

L'enfant devient un signe de l'accomplissement du couple et de la famille : "Le rétrécissement des fonctions sociales de l'enfant pour la famille a pour effet de centrer toute l'attention des acteurs sur les gratifications affectives qu'il peut procurer. Sa fonction concrète dominante est d'augmenter et d'enrichir les échanges affectifs dans le groupe conjugal. Mais dans le même mouvement analytique, on s'aperçoit qu'il ne peut remplir cette fonction que s'il peut exercer aussi sa fonction symbolique. Quelle est-elle ? Au fur et à mesure que se restreint la visibilité de l'enfant et que les mentalités se sécularisent, la fonction symbolique n'est plus tant de manifester la conformité au groupe ou la liaison avec Dieu que de représenter, comme un miroir, le couple et sa volonté de durer (...).

Cette fonction pousse les parents à doter l'enfant de tous les biens - affectifs et matériels - parce que cet enfant peut manifester leur puissance, leur statut, leur bonne éducation, voire la beauté de leur amour (Kellerhals et Pasini, 1976, pp.24-25).

En se détachant de plus en plus vite de sa famille, l'adolescent ruine cette image idéale, met en question, rétrospectivement, l'immense investissement affectif et matériel qui a précédé sa naissance et l'a suivi jusqu'au sortir de l'enfance. Il fut un temps où le déchirement s'opérait au moment où les enfants quittaient leurs parents pour se marier. Actuellement, la séparation symbolique ou même physique se produit bien avant, et c'est paradoxalement au moment où les enfants, devenus jeunes adultes, fondent à leur tour une famille, peut-être avec le même idéal et les mêmes illusions que leurs parents, qu'ils rétablissent avec eux la communication. Mais chacun ne vit qu'une fois et les parents n'ont pas toujours la possibilité de se résigner, fût-ce pour quelques années seulement, à ne plus guère compter, au moment même où ils ont l'impression que se joue l'avenir de leurs enfants : les études, les choix professionnels, les premières aventures amoureuses. Leurs stratégies de contrôle pourraient bien n'être que des combats d'arrière-garde, dont l'issue n'est pas douteuse, même à leurs propres yeux. Mais cela n'empêche pas

au contraire, les tentatives souvent maladroites de retrouver une emprise sur leurs enfants; d'où certaines phases de répression arbitraire, en forme d'aveu d'impuissance; d'où tentatives de disqualifications - tu ne sais pas ce que tu fais - ou chantages affectifs - si tu savais le mal que tu fais à ta mère.

Peut-on pour autant parler de conflit entre jeunes et adultes ? Je crois avec Shorter que c'est plus compliqué que cela, et que les Cassandre qui annoncent la guerre des générations se fondent, au mieux, sur quelques épisodes de contestation politique qui n'ont touché qu'une minorité des jeunes et sont souvent restés sans lendemain. Dans la vie quotidienne, dans la famille ou l'école, il y a certes affrontements plus ou moins constants entre stratégies de contrôle et stratégies d'autonomisation. C'est une forme de conflit. Il n'est pas strictement interpersonnel puisque chacun des partenaires trouve dans la culture de sa propre génération ses valeurs, son modèle idéal de relation parents-enfants, sa définition de la situation. Dans certains cas, le conflit peut déboucher sur la crise et le paroxysme : violence de part ou d'autre, fugue ou placement de l'adolescent, spirale déviance-répression, conduites auto-destructives. Mais dans le plupart des familles, le conflit conserve des allures modérées. D'une part parce que les liens affectifs subsistent, et adoucissent les affrontements. D'autre part parce que les adultes n'ont désormais plus, sauf exception, le pouvoir discrétionnaire et sûr de lui qui ne laissait qu'un choix : la soumission ou la rébellion ouverte. Entre adolescents et adultes s'organise plutôt une coexistence semi-pacifique avec des temps d'affrontement et des temps de réconciliation, des temps d'ignorance mutuelle et des temps de rapprochement.

Au cours des années de contestation, le mythe s'est établi d'une jeunesse différente, entrant bruyamment en conflit avec l'ordre établi et ce à quoi croyaient les adultes. De la différence au conflit : cela reste vrai si l'on raisonne à l'échelle des relations interpersonnelles, avec les réserves formulées plus haut quant à l'intensité du conflit. Mais à l'échelle des générations, entre jeunes et adultes, il faudrait dire plutôt : de la différence à l'indifférence.

"Ce monde je l'ai fait pour toi, disait le père. Je sais, tu me l'as déjà dit, disait l'enfant. Il est foutu et je n'ai plus qu'à le refaire, un peu plus souriant, pour tes petits enfants".

Il y a dans ce refus de l'héritage, plus de commisération que de révolte. Peut-être la seule chance, pour les adultes, de rétablir la communication, est-elle d'avouer leur échec et leur impuissance ....

Philippe Perrenoud  
Service de la Recherche  
Sociologique  
8, rue du XXXI décembre  
1207 Genève

#### BIBLIOGRAPHIE

- Almeida Carlos et al. (1975): Socialisation et déviance. Eléments pour une nouvelle approche. Genève, Service de la recherche sociologique, Cahier no 10.
- Aries Philippe (1973): L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien-Régime. Paris, Seuil.
- Besozzi Claudio (1976): L'interprétation sociale de la déviance juvénile dans la vie quotidienne. In: Revue suisse de sociologie, no 1, pp. 63-91.
- Boltanski Luc (1966): Le bonheur suisse. Paris, Ed. de Minuit.
- Bourdieu Pierre et Passeron Jean-Claude (1970): La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement. Paris, Ed. de Minuit.
- Donzelot Jacques (1977): La police des familles. Paris, Ed. de Minuit.
- Duvignaud Jean (1975): La planète des jeunes. Paris, Stock.
- Foucault Michel (1961): Histoire de la folie, Paris, Plon.
- Foucault Michel (1975): Surveiller et punir. Naissance de la prison. Paris, Gallimard.
- Fragnière Jean-Pierre (1976): Vers une sociologie du travail social. In: Revue suisse de sociologie, no 2, pp.175-182.
- Gillis John R. (1974): Youth and History. New-York, Academic Press.
- Girod Roger (1978): L'école et la vie. Aarau und Frankfurt am Main, Sauerländer.
- Hadorn Reto (1978): Politique d'intervention sociale. Genève, Service de la recherche sociologique.
- Kellerhals Jean et Pasini Willy (1976): Le sens de l'avortement. Genève, Georg

- Malherbe Nelly (1977): Les tendances récentes de la sociologie de la déviance aux Etats-Unis. In: Revue suisse de sociologie, no. 2, pp. 145-184.
- Manning Peter K. and Truzzi Marcello (1972): Youth and Sociology. Englewood-Cliffs, Prentice-Hall.
- Mury Gilbert (1975): Etre accepté par les "grandes personnes". In: Autrement, no 1, pp. 45-46.
- Perrenoud Philippe (1976): Déviance: objet sociologique ou problème de société? In: Revue européenne des sciences sociales, XIV, no 36, pp.123-184.
- Service de la recherche sociologique (1976): La prise en charge des jeunes: professionnalisation et développement des organisations spécialisées. Genève, Service de la recherche sociologique.
- Shorter Edward (1977): Naissance de la famille moderne. Paris, Seuil.
- Touraine Alain (1974): Pour la sociologie. Paris, Seuil.